

Lutte contre la désertification en Afrique sub-saharienne

En Afrique subsaharienne, qui est la région la plus durement touchée par la désertification et celle où la pauvreté est la plus étendue, la capacité de prévision des catastrophes est très faible et les moyens d'adaptation au phénomène sont très limités. Le sous-continent nécessite des initiatives mieux concertées aux niveaux local, national et multinational. La plupart des pays africains ont besoin de systèmes d'information sur l'environnement capables d'accroître leur prise de conscience de la complexité du phénomène de désertification.

Dr Youba Sokona
Secrétaire Exécutif
Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)
Tunis, Tunisie
youba.sokona@oss.org.tn

La lutte contre la désertification, en Afrique en particulier, reste l'un des défis les plus exigeants et les plus exaltants du 21^e siècle. La désertification ou la dégradation de la terre en zone aride est une question d'autant plus complexe qu'il s'agit d'un phénomène multi-dimensionnel qui n'est pas facile de résoudre dans un contexte de pauvreté généralisée. Il n'en est de meilleure illustration que l'ampleur de la controverse entre les scientifiques, les décideurs politiques, les exploitants agricoles et les experts en développement qui focalise l'attention sur le caractère mondial de la désertification. Le flou qui caractérise les causes présumées de ce phénomène ainsi que les interdépendances et les implications de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse en zone aride, ont entretenu ces controverses. En tout état de cause, il est bien connu que la désertification est un problème qui affecte de nombreuses régions de la planète.

Effets de la désertification sur l'économie et l'environnement

Selon l'article 1(a) de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification (CNULD), « la désertification signifie la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides

sèches, par suite de divers facteurs, parmi lesquels les variations climatiques et les activités humaines ». L'article 1(c) définit la sécheresse comme « le phénomène naturel qui se produit lorsque les précipitations ont été sensiblement inférieures aux niveaux normalement enregistrés et qui entraîne de graves déséquilibres hydrologiques préjudiciables aux systèmes de production des ressources en terres », et l'article 1(f) qui énonce que « la dégradation des terres désigne la diminution ou la disparition, dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches, de la productivité biologique ou économique et de la complexité des terres cultivées non irriguées, des terres cultivées irriguées, des parcours, des pâturages, des forêts ou des surfaces boisées du fait de l'utilisation des terres ou d'un ou de plusieurs phénomènes, notamment de phénomènes dus à l'activité de l'homme et à ses modes de peuplement ». Leur validité scientifique mise à part, ces définitions présentent la désertification comme un problème mondial qui peut affecter tous les continents. Cependant, la lutte efficace contre la désertification,

De vastes régions de l'Afrique du Sud sont des zones arides sérieusement menacées par la dégradation des sols et la désertification.



Photo: Willeke

dont les conséquences physiques sur les écosystèmes sont bien connues, dépend des conditions locales car une multitude de menaces socio-économiques dont la pauvreté, l'insécurité alimentaire, le déficit hydrique, les problèmes de santé et les conflits peuvent être associés à ce phénomène.

Certes, tous les continents ont des régions touchées par la désertification dont les effets dépendent des caractéristiques naturelles, socio-économiques et politiques spécifiques de la zone, du pays, de la sous région ou de la région concernée. Mais le continent le plus durement touché reste l'Afrique sub-saharienne où la pauvreté est la plus répandue, la capacité de parade aux catastrophes est réduite, et les moyens d'adaptation au phénomène sont très faibles. D'après les évaluations des experts, l'Afrique subsaharienne perdra les deux tiers de ses terres arables à l'horizon 2025. La dégradation des terres coûte déjà 3 pour cent en moyenne du PIB agricole annuel. Les populations les plus

pauvres, ou en d'autres termes, les catégories de population les plus vulnérables sont les principales victimes de ce phénomène qui sape à la fois l'économie et l'environnement.

Les conséquences deviennent alors les causes de la dégradation qui se manifeste par l'érosion, la stérilité des terres, la dégradation des superficies boisées, le surpâturage, l'ensablement, et l'exode des populations, ce qui compromet les efforts de développement. Ainsi, les conséquences de la pauvreté et de la désertification se nourrissent l'une de l'autre et se renforcent mutuellement.

Interactions entre la désertification, les migrations et le stress hydrique

Les sécheresses récurrentes qui se sont conjuguées avec la dégradation des terres et la pauvreté en Afrique sub-saharienne depuis les années 70 ont effectivement

joué un rôle constant dans les schémas de la migration de la région. Quelquefois, le flux migratoire a accru la pression sur les rares terres productives de la communauté hôte, alors que s'intensifiait la compétition pour les terres arables et les ressources en eau, surtout entre les agriculteurs et les éleveurs. Le déficit croissant de ces ressources a engendré des conflits violents dans quelques pays. En Ethiopie, par exemple, les politiques de repeuplement conçues en réponse à une grave désertification et à la sécheresse du début des années 80, ont produit l'effet inverse en accentuant la dégradation des terres, les flux migratoires et les conflits sociaux dans les zones de réinstallation de la population.

Le programme de développement en Afrique sub-saharienne doit, par la force des choses, inclure la lutte contre la désertification et la gestion des ressources naturelles, sans pour autant conduire à une surexploitation de ces ressources qui compromettrait la possibilité d'améliorer les bons résultats enregistrés ici et là grâce à des actions plus ou moins liées. De cette perspective, il est également nécessaire de reconsidérer les paradigmes du développement, en érigeant la durabilité en notion centrale, et en élaborant des mécanismes qui soutiennent cette nouvelle demande avec la détermination politique nécessaire et un plan d'action cohérent.

Les questions de l'eau et de la désertification en Afrique sub-saharienne sont imbriquées à bien des égards. La haute variabilité des précipitations et du débit

Conservation des sols et des eaux dans le district d'Illela au Niger

Cette initiative réussie consistait à développer des techniques simples de collecte des eaux en zone aride avec une pluviosité de 400 millimètres par an. Le projet visait à promouvoir des ouvrages élémentaire – des digues de protection en pierre et des demi-lunes – sans faire jouer systématiquement le programme « nourriture contre travail », dans une zone où les projets précédents avaient fait appel à une machinerie lourde et un recours soutenu au programme « vivres contre travail ». Après une première réaction d'incrédulité et même d'hostilité des villageois, et un début lent, le projet a décollé. Un tournant important a été marqué lors d'un voyage d'étude en 1989 par des paysans à la région de Yatenga dans le plateau central de Burkina Faso, où des digues de pierre et des bassins de plantation traditionnels améliorés (zai) ont servi à réhabiliter des terres croûteuses et improductives. A leur retour, les paysans ont essayé les bacs de plantation améliorés sur certaines superficies stériles et les résultats ont été impressionnants. En 1990, année de sécheresse, les superficies aménagées avec des bassins améliorés ont été les seules à produire une récolte. C'est à partir de là que les fermiers ont commencé à adopter le système des bassins améliorés. Ces bacs plus larges et plus profonds représentent un important changement, d'une technique de plantation primaire à une technique de gestion de la fertilité des sols et de collecte des eaux. Il est vrai que ce changement a nécessité un premier investissement de 40-60 jours par hectare, et des coûts récurrents élevés en termes de besoins en main-d'œuvre pour l'entretien, et pour la production et le transport de l'engrais ou du compost.

Cette initiative illustre bien comment une petite opération peut réussir à promouvoir un changement technique. Elle a nécessité de la persévérance pour que le recours systématique au programme « nourriture contre travail » soit abandonné, et de la flexibilité pour l'introduction des bassins de plantation améliorés, une fois que l'intérêt des villageois avait été éveillé.

Source : *Histoires de réussites dans les zones arides africaines : soutenir les artisans et convaincre les sceptiques*, 2003 ; C. Reij et D. Stee.

Photo: Wilcke





Photo: Wilcke

Les problèmes de l'eau et de la désertification sont aussi très graves dans le nord de l'Inde – ci-contre: la sécheresse à Rajasthan en 2004.

Il est impossible de prévoir, adapter ou consolider des actions destinées à freiner la dégradation des terres et à relever le défi de la sécurité alimentaire par une agriculture viable et une gestion efficace de l'eau.

Quel peut être l'apport des conventions et des initiatives?

La prise en compte de la dégradation des terres et de la gestion des ressources en eau dans les actions de développement ne peut se réaliser positivement qu'au moyen d'un consensus à long terme et de l'implication de toutes les parties prenantes, y compris les décideurs, les populations locales, les partenaires dans le domaine de la coopération et du développement, et les institutions de recherche. Cela doit se faire grâce à un processus basé sur une analyse complète de la situation, un plan d'action bien adapté, et la volonté politique de reconnaître le caractère prioritaire des actions requises. C'est dans cet esprit que différents partenaires au développement ont mis en œuvre une série d'initiatives plus ou moins coordonnées. Ces initiatives posent la bonne gouvernance comme une condition préalable et mettent l'accent notamment sur l'allègement de la dette, la création d'un environnement politico-économique favorable à l'investissement, et la formulation et la mise en œuvre de stratégies de lutte contre la pauvreté.

Outre ces initiatives et leurs instruments de mise en œuvre, la Déclaration du Millénaire (2000), les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMDs) et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), offrent de nouvelles structures pour une prise en charge plus efficace des problèmes liés à la désertification en Afrique. De la même façon, une coordination plus étroite est nécessaire dans la mise en œuvre de la Convention sur la lutte contre la désertification, la Convention sur le changement climatique, et la Convention sur la diversité biologique, afin de stopper et/ou éliminer les

fluvial en Afrique sub-saharienne accroît la vulnérabilité du paysage à l'érosion et à la désertification. Bien que des initiatives nombreuses aient été prises pour améliorer l'accès à l'eau et l'utilisation des ressources, les prévisions pour 2025 sont sombres et un grand nombre de pays en Afrique sub-saharienne souffriront de difficultés d'approvisionnement en eau.

Il faut dire que l'utilisation de l'eau n'est pas la même d'un pays à un autre ou d'une sous-région à une autre. Ainsi, à titre de comparaison, une personne utilise en moyenne 330 litres d'eau par jour au Canada, environ 150 en France, contre seulement 10 à 20 litres en Afrique sub-saharienne. Malheureusement, les politiques, stratégies et actions sont plutôt orientées vers une gestion de la crise et de ses conséquences (réaction) que vers la prévention et l'alerte sur la crise (pro action), et les phénomènes naturels deviennent ainsi des catastrophes naturelles. Il est temps de faire place à des actions tangibles destinées à restaurer, réhabiliter, protéger et gérer rationnellement les ressources naturelles en tant que volet de la lutte contre la désertification.

Disposer d'informations plus détaillées sur les ressources naturelles

L'information environnementale joue un rôle déterminant dans la mise en œuvre de ces décisions. Rendre cette information

disponible, la partager, la tenir à jour sont autant de tâches vitales pour une gestion intégrée et concertée des ressources naturelles. L'une des missions de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) consiste à aider ses états membres et ses organisations à maîtriser l'information sur l'environnement. Les concepts que l'OSS développe sont basés sur la gestion des ressources naturelles par une meilleure connaissance de la ressource elle-même ainsi que de l'utilisation et de l'évolution de cette ressource.

Cela étant, il est clair que les pays africains en général, et ceux d'Afrique sub-saharienne en particulier ne disposent que de très peu de données sur leurs propres ressources naturelles. Les données sur l'environnement sont souvent rassemblées, analysées et traitées dans le cadre de projets qui sont limités dans le temps et l'espace. Très peu de pays africains ont des programmes nationaux spécifiques de gestion des ressources et de suivi des phénomènes de dégradation qui les affectent au point de restreindre sérieusement leurs choix de développement et l'aménagement de leur territoire. Or, sans données exactes et sans informations perti-

Le continent le plus durement touché reste l'Afrique sub-saharienne où la pauvreté est la plus répandue, la capacité de parade aux catastrophes est réduite, et les moyens d'adaptation au phénomène sont très faibles.

La Vallée Keita au Niger: Projet du Développement Rural Intégré

Durant la période 1970-1983, le district Keita au Niger a été considéré comme une région confrontée à un grave problème de dégradation des terres. L'approche du développement rural intégré dont les grands axes étaient centrés sur le développement du district tout entier moyennant une large gamme d'activités, avait pour objectif d'enrayer la dégradation et d'améliorer l'économie locale par un effort soutenu (15 années) et un investissement lourd (63 à 75 millions de dollars U.S.).

La capacité de production a été récupérée sur 20 000 hectares de terres fortement dégradées dont 9 300 hectares pour les cultures et le reste pour une utilisation sylvo-pastorale; 17 millions d'arbres ont été plantés; environ 1 300 hectares de dunes du sable ont été fixés, près de 1 400 kilomètres de berges fluviales ont été stabilisées, 40 petits barrages ont été édifiés ainsi que deux grands barrages et des centaines de petites retenues basses, et plus de 300 kilomètres de chemins ruraux ont été construits. Par ailleurs, un important effort de construction de puits, d'écoles et de dispensaires (le résumé du rapport indique plus de 1 000 puits et bâtiments) a été consenti et plus de 100 000 personnes ont été formées aux techniques de conservation des sols et des eaux entre autres activités.

Source : *Histoires de réussites dans les zones arides africaines: soutenir les artisans et convaincre les sceptiques*, 2003 ; C. Reij et D. Stee.

conséquences de la désertification en Afrique.

Au niveau régional, les Programmes d'action sous-régionaux de lutte contre la désertification ont été conçus comme des cadres d'action et des instruments d'harmonisation des diverses méthodes d'intervention, des stratégies et des politiques. Au niveau national, les Plans de lutte contre la désertification (PAN/LCD) ont été élaborés avec les organes de coordination nationaux chargés de leur mise en œuvre. L'un des avantages de ces instruments importants est qu'ils s'efforcent d'améliorer la connaissance de la désertification et de la pauvreté, en tant que phénomènes (causes, processus évolu-

tionnaire, impacts) ainsi que de leurs interactions. Les acteurs nationaux ont pu, souvent avec l'aide de la société civile, caractériser et analyser ces phénomènes.

La lutte contre la désertification requiert une démarche holistique

En dépit de ces initiatives importantes, la pauvreté et la désertification gagnent constamment du terrain en Afrique et mettent en péril les maigres gains économiques que quelques pays du continent sont parvenus à obtenir. En outre, la réalisation d'initiatives et de stratégies de développement durables et respectueuses de l'environnement est freinée d'une part, par le manque de consultations entre les institutions, et d'autre part, par l'absence de synergie entre les acteurs et instruments principaux. Trop peu est fait pour inclure les problèmes liés à l'environnement dans les stratégies de développement et de lutte contre la pauvreté. La précarité des pays africains et leur lourde dépendance financière de leurs partenaires dans le domaine de la coopération et du développement constituent encore les principaux obstacles à la mise en œuvre d'initiatives et de stratégies de développement durables y compris la lutte contre la désertification.

Pour relever les défis et surmonter les difficultés dans la mise en œuvre efficace et effective des instruments existants, il sera nécessaire d'encourager la coopération Nord-sud et la coopération Sud-Sud, notamment à l'intérieur de l'Afrique pour cette dernière, des partenariats stratégiques pour stimuler l'échange de savoir-faire et d'expérience et pour permettre une meilleure synergie entre les conventions issues du processus de Rio, à savoir les conventions sur l'environnement et leur inscription dans les stratégies de développement et de lutte contre la pauvreté.

Des partenariats de ce type faciliteraient la préservation des ressources, et leur utilisation pour des actions de lutte contre la pauvreté, y compris la lutte contre la désertification et la protection de l'environnement en général. Ils requièrent une contribution et un engagement considérable de toutes les parties notamment les donateurs multi-latéraux dont le soutien aux programmes et projets de développement intégré en Afrique devrait être accru et reconsidéré.

Ainsi, l'éradication de la pauvreté en Afrique, pourrait ouvrir la voie à la naissance d'un véritable développement durable. Cela signifie qu'un soutien financier et politique majeur devrait être réclamé pour la préservation de l'environne-

ment en général et, plus spécifiquement, pour la lutte contre la désertification, qui devraient tous deux ressortir comme les deux vecteurs de base de l'élimination de la pauvreté en Afrique.

Enfin, et dans le but de favoriser une approche du développement intégrée, il est impératif de définir des mécanismes qui garantissent l'adoption de cette approche durant les phases de conception et de mise en œuvre des projets, programmes, politiques et stratégies de développement. Ce qui pourrait être garanti par l'adoption de critères d'éligibilité au financement des actions de développement, à différents niveaux.

La montée en cadence de la sensibilisation et de l'information sur les questions de l'environnement au cours des quelque trente dernières années a eu une influence considérable sur les efforts du développement en Afrique sub-saharienne. En particulier, les longues et dures périodes de sécheresse à la fin des années 60 et au début des années 70 ont grandement contribué à accroître la sensibilisation à la désertification dans les pays du Sahel. Par ailleurs, nombreux ont été les acteurs de la région à admettre, au cours de la dernière décennie, que l'amélioration de la qualité de la vie exige aussi bien un « capital naturel » qu'un « capital financier ». Cette reconnaissance a incité les pays du Sahel à minimiser les conflits potentiels entre le développement et les objectifs de l'environnement.

De plus, les changements dans les politiques nationales de l'environnement ont favorisé un glissement progressif des stratégies nationales, précédemment centrées sur des projets portés par un seul secteur à capital intensif, vers des approches multisectorielles participatives et verticales. En fait depuis la fin des années 80, la plupart des stratégies et politiques de développement dans les pays du Sahel ont été axées essentiellement sur les politiques sectorielles (agriculture, énergie, ressources hydriques, forêts, etc.). Les politiques concernant la lutte contre la désertification ont été développées plutôt comme des mesures d'urgence pour atténuer les conséquences de la sécheresse et les problèmes qui y sont liés. C'est graduellement et face à la persistance et l'intensité de la sécheresse, que les gouvernements ont accordé une priorité plus grande à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles en les intégrant dans leurs politiques de développement économique et social. En outre, nombreuses ont été les parties prenantes qui ont été associées aux diverses phases de ce processus. Cette nouvelle démarche est bien adaptée à l'intérêt accru accordé récemment par la région à la lutte contre la désertification.